UD GIRONDE la cgt

L'heure est à la mobilisation !

Il faut des réponses concrètes sur l'emploi !

Les questions de l'emploi en 2010, sont annoncées comme une priorité par le gouvernement, sans l'annonce d'aucune solution. Jamais le discours du président de la République n'a si peu porté sur les questions sociales !

Le discours sur la sortie de crise n'empêche pas le gouvernement de prévoir une nouvelle dégradation de l'emploi en 2010. Pôle emploi prévoit 350 000 destructions d'emplois supplémentaires et autant de chômeurs en plus !

Dans le même temps Pôle emploi annonce qu'un million de chômeurs arriveront en fin de droits en 2010.

En Gironde le taux de chômage se situe au dernier trimestre 2009 à 8,9%, soit + 1,7%.

Ce sont les salariés les plus précaires, (les jeunes, et les femmes) qui sont le plus touchés.

L'emploi industriel, encore une fois, paie un lourd tribut à la crise.

Ses effectifs sont en recul de 4,9% en un an.

Si la situation n'est pas brillante dans le privé, elle n'est pas mieux dans le public.

Les salariés de la Fonction publique et des Services publics sont en état de légitime défense. Les effets de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) et de la RATE (Réorganisation Administrative de l'État) n'en finissent pas de faire des ravages.

Plus de 100 000 emplois ont été rayés de la carte dans la fonction publique d'État depuis 2007 (20 000 pour la seule Éducation Nationale).

À ce rythme ce sont 250 000 à 300 000 emplois qui pourraient disparaitre à l'horizon 2012.

La loi HPST va accélérer le démantèlement de l'hôpital déjà asphyxié. C'est dans ce contexte que se multiplient des luttes à l'Éducation Nationale, l'ONF, l'Équipement, la Culture, la police, les hôpitaux publics etc.…mais aussi chez les salariés des services publics, postiers, cheminots, EDF …

Des salaires décents !

Coté pouvoir d'achat les comptes ne sont pas bons ! Ce n'est pas la hausse de 2 centimes de l'heure du SMIC intervenue au 1er janvier qui va tirer les salaires vers le haut.

Le gouvernement a refusé d'accorder « un coup de pouce » pour la troisième année consécutive !

Le discours sur la reprise de la croissance et le retour des bonus en tous genres doivent favoriser les revendications salariales.

En témoigne la multiplication des conflits salariaux dans cette dernière période, souvent couronnés de succès !

L'augmentation des salaires n'est pas seulement une mesure de justice sociale, c'est aussi une mesure d'efficacité économique, puisque les salaires alimentent la consommation, donc la croissance et l'emploi !

Plus de retraités : une chance pour la société

Les orientations en matière de retraite relèvent bien d'un choix politique, d'un choix de société, entre la satisfaction des besoins du plus grand nombre, les salariés et les retraités, ou les dividendes pour une fraction infime de la population.

Manifestement le gouvernement a choisi son camp !

Le chantage et la mise en opposition générationnelle est scandaleux ! On veut laisser croire que sans allongement de l'âge de départ à la retraite, les jeunes subiront la double peine, la prise en charge de la retraite des ainés et le financement de la leur ! Mensonge ! Ce sont les réformes engagées ces dernières années et celles en projet qui mettent en péril notre système par répartition

Le gouvernement et le patronat à l'unisson refusent toute augmentation des ressources pour nos régimes de retraite par répartition mais, dans le même temps, ils agissent pour la mise en place dans les entreprises du secteur privé comme du public, de système d'épargne par capitalisation.

Pourquoi devrait-il y avoir rupture avec la dynamique enclenchée en 1945 ?

La répartition c'est moderne !

C'est la garantie pour les jeunes d'accéder eux aussi au droit à la retraite.

Qu'il s'agisse d'emploi, de salaire ou de retraite, tout ramène à une plus juste répartition des richesses !

Pour mémoire les sociétés non financières ont distribué 83 milliards d'euros de dividende à leurs actionnaires en 2008, soit 8 milliards de plus que l'année précédente. Le déficit du régime général des retraites était alors de 5,8 milliards d'euros. Il atteint plus de 8 milliards d'euros en 2009, l'écart étant imputable en quasi-totalité à la crise. Tous les régimes sont appelés à connaitre des difficultés dès lors que les réformes passées ne se sont pas attaquées aux véritables problèmes !

Nous l'avons clamé haut et fort l'an dernier,
« La crise c'est eux ! La solution c'est nous »
Créons le débat pour qu'un maximum de salariés
s'approprie la journée de grève manifestations du 23mars !
D'ores et déjà, mettons en débat les suites à donner à nos luttes !

UD GIRONDE la cgt — Cfdt des choix, des actes Gironde — UNSA libres ensemble — Union syndicale Solidaires — U. F.S.U.

Communiqué départemental commun
CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA

Pour ancrer la mobilisation dans les entreprises et les secteurs publics, les Unions Départementales CGT, CFDT, UNSA, Solidaires, FSU ont décidé d'un appel à la grève le 23 mars.

Afin de gagner sur les revendications, elles s'engagent à construire avec les salariés, des suites à cette journée.

Mardi 23 mars 2010
Rassemblementà 10h30
Allées de Tourny à Bordeaux
Départ de la manifestation à 11h00

Fin de manifestation à la place de la Victoire avec restauration assurée